



Document de cadrage de l'atelier 2 : « L'APD française et l'agriculture »

Jean-Jacques Gabas, Vincent Ribier, Thierry Giordano (Cirad),
Tancrède Voituriez (Cirad et Iddri), Sébastien Treyer (Iddri)

Draft – 27 Janvier 2014

À la faveur de la crise alimentaire de 2007-2008, l'agriculture est de retour sur l'agenda international après plusieurs années d'inattention. En 2008, sous l'impulsion directe de son Président, la France a pris l'initiative, lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire à Rome, de relancer les questions agricoles, entraînant dans sa suite la coopération française sur un sujet longtemps délaissé. L'AFD, en tant qu'opérateur pivot, se devait de réagir et l'annonce d'un doublement de l'aide à l'agriculture, plus particulièrement en Afrique, n'a pas tardé. Pour autant, l'augmentation des moyens ne peut occulter les besoins de clarification sur la stratégie d'une telle aide, ses objectifs, ses modalités et ses instruments.

Ce retour sectoriel vers l'agriculture trouve sa justification dans un problème qui dépasse le seul secteur agricole : l'insécurité alimentaire chronique d'un continent, de pays, et de populations. L'agriculture devient un moyen, plus qu'une fin. Ici se joue le retour en grâce d'une coopération agricole longtemps marginalisée, après avoir été l'un des secteurs majeurs d'intervention française dans les ex-colonies d'abord, puis à la sortie des indépendances, jusqu'à la fin des années 1980. C'est donc fort d'une grande expérience historique que la coopération française réinvestit ce secteur. Toutefois, les conditions ont changé et les enjeux se sont multipliés, alors même que les compétences n'ont pas toujours été renouvelées : l'agriculture n'est plus seulement un simple secteur de production, elle revêt une multifonctionnalité étendue qui englobe tant les enjeux économiques (production, transformation, organisation des filières, place dans l'économie, création d'emplois, etc.), qu'environnementaux (pollution, ressources naturelles, changement climatique, biodiversité, etc.), sociaux (niveau et stabilité des revenus, bien-être, sécurité alimentaire, décence du travail, pauvreté, etc.), ou géographiques (aménagement du territoire, arbitrage dans l'utilisation des terres, articulation rural-urbain, etc.). Autrement dit, la multiplication des objectifs de l'aide n'épargne pas le secteur agricole. L'aide à l'agriculture doit donc être revisitée à l'aune non seulement des changements affectant l'APD mais aussi des grandes questions structurelles auxquelles ce secteur en pleine mutation est confronté.

Cette note s'appuie sur les discussions de l'atelier du 16 décembre 2013 sur « les réformes de l'APDF et les enjeux du post-2015 ». Elle reprend bon nombre d'éléments alors mentionnés pour lesquels

l'aide à l'agriculture offre un champ d'application privilégié. Son objet est dans un premier temps de mettre en lumière les transformations de l'APDF dans le secteur agricole sur longue période et ce que nous décrivons comme son érosion. Dans un second temps, dans un contexte de relégitimation de l'aide à l'agriculture dans l'agenda international, nous décrivons comment la France a répondu à cette priorité par ses choix stratégiques et ses modalités d'intervention, compte tenu de son histoire et de son écosystème administratif. Enfin, dans un troisième temps, nous rappelons les controverses qui animent les discussions quant aux priorités d'action, et proposons, pour les surmonter, trois thématiques qui structureront les discussions du second atelier. Nous attendons en particulier de celui-ci qu'il nous permette collectivement d'identifier, parmi toutes les questions soulevées dans cette dernière partie, les plus urgentes et les plus pertinentes pour l'aide publique au développement française dans l'agenda post-2015.

1 Gloire et déclin du modèle français de coopération agricole

Un modèle français de coopération s'est construit progressivement, avec des filiations remontant à la période coloniale. Ce modèle de coopération s'incarne tout particulièrement dans le domaine agricole, l'agriculture constituant une activité importante des politiques de « mise en valeur » coloniales puis, à partir des indépendances, dans les politiques d'aide publique au développement et de coopération.

Pendant plusieurs décennies, ces interventions se caractérisent par un rôle central accordé à l'État, une présence importante d'assistance technique¹ et une concentration des moyens sur l'Afrique francophone au sud du Sahara, dans les pays dits « du champ »². Soumis à l'influence pressante des principaux acteurs du régime international de l'aide, d'inspiration libérale, qui se met progressivement en place au début des années 1980, le modèle résiste dans un premier temps mais finit par céder dans le courant des années 1990. La France perd progressivement la position de leader qu'elle occupait dans ses anciennes colonies, ainsi que sa capacité d'influence et d'imposition de ses normes et pratiques de coopération, du fait de la montée en puissance d'autres agences de coopération (bi- et multilatérales). La réforme institutionnelle de 1998 renforce la perméabilité de la coopération française aux normes et idées du régime international de l'aide, avec d'importantes répercussions dans le domaine agricole. Le modèle français ne disparaît pas pour autant : il s'hybride, combinant des composantes héritées du modèle historique avec d'autres, d'inspiration plus libérale.

1.1 La construction du modèle historique de la coopération agricole française

Diverses influences intérieures, telles que le poids de l'histoire coloniale et certains particularismes de la société française, ont façonné le système national de coopération agricole et lui ont conféré ses caractéristiques propres. La première d'entre elles découle de la mobilisation massive de l'héritage colonial dans la construction du dispositif de coopération juste après les indépendances au début des années 1960. La mise en place au cours de cette même période de la Politique Agricole Commune (PAC), d'inspiration interventionniste et promouvant un environnement économique stabilisé, a

¹ L'assistance technique est définie en langage international comme l'expertise résidente de long terme.

² Le « champ » correspond initialement aux anciens territoires d'outre-mer au sud du Sahara, à l'exception de la Guinée, devenus indépendants en 1960, puis aux ex-territoires sous administration belge (Congo, Rwanda, Burundi), plus tard, au motif notamment de la langue, à Haïti, Maurice et les Seychelles. Il est élargi dans les années 1980 à plusieurs pays lusophones et hispanophones et, en 1990, à la Namibie.

également influencé l'esprit et les modalités de l'aide française, de même que l'existence d'un syndicalisme agricole puissant et co-gestionnaire de la politique agricole française. Par ailleurs, le caractère relativement homogène de la formation initiale et des parcours professionnels de nombreux acteurs de la coopération a contribué à créer une communauté de pensée et par voie de conséquence à donner un caractère typé à l'aide française.

La reprise de l'héritage colonial est permise dans la majorité des pays africains par l'accord plus ou moins tacite des nouvelles sphères dirigeantes nationales. Elle confère immédiatement au dispositif de coopération une taille conséquente et une forte capacité opérationnelle dans les anciennes colonies. L'ampleur du dispositif français de coopération dans ces pays est sans équivalent au niveau des autres coopérations dans les années 1960, d'autant que les institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou encore l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) ne sont à cette époque qu'en phase de démarrage. La position de la coopération française, localement ultra dominante, lui donne un rôle leader non contesté, et il faudra attendre près de deux décennies pour voir cette position hégémonique battue en brèche. L'agriculture, qui fait l'objet d'une attention privilégiée dans le projet colonial, est au cœur du dispositif ; elle constitue le pilier central de la mise en valeur de l'outre-mer (Sarraut-Woods, 1998), et va occuper tout naturellement une place importante dans les orientations et les priorités de la coopération naissante.

Une autre conséquence de l'héritage colonial est la priorité donnée à l'accroissement de la production des cultures d'exportation, que les dirigeants des nouveaux États ne vont nullement remettre en cause. L'objectif initial de produire plus pour approvisionner la métropole va perdurer après les indépendances, encouragé par des accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui assurent des débouchés sur le marché français dans des conditions favorables. L'APD française va ainsi préserver et renforcer un modèle de développement axé sur l'accroissement de la production, et qui porte des messages techniques bien souvent en décalage avec les dynamiques endogènes³. La monoculture est ainsi mise en avant, alors que l'agriculture paysanne pratiquait de nombreuses associations. L'intensification en intrants va à l'encontre d'une logique très extensive privilégiant l'usage de la main d'œuvre familiale. L'approche productiviste se traduit également par des investissements lourds dans le secteur de la transformation agro-industrielle, avec des projets souvent surdimensionnés et décalés par rapport aux besoins locaux. Il faudra attendre la fin des années 1970 et surtout les années 1980 pour que l'approche productiviste soit tempérée par les avancées de la Recherche-Développement⁴ promue par l'Institut de Recherche en Agronomie Tropicale (IRAT) sous l'impulsion de René Tourte (Tourte, 1983), en lien avec l'analyse des systèmes

³ Les Instituts français de recherche agronomique accompagnent et encadrent l'orientation productiviste de l'aide française. Leur intervention se caractérise généralement par une démarche assez dirigiste et verticale laissant peu de place à une approche intégrée en termes de développement rural global et à l'adaptation des référentiels aux caractéristiques des unités de production. Elle se caractérise également par la primauté des aspects techniques sur les aspects socio-économiques ou organisationnels. L'optimum agronomique est la référence, avec l'accent mis sur la production de matériel végétal à haut rendement (potentiel) sous réserve de mise en œuvre de techniques d'intensification (Sarraut-Woods, 1998).

⁴ La RD met notamment en avant l'idée que certains savoirs paysans méritent d'être valorisés et qu'il est important de faire des expérimentations en milieu réel en complément des essais en station.

agaires développée à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INA PG), et relayée au sein de plusieurs réseaux financés par le ministère de la Coopération⁵.

La promotion d'un environnement économique stabilisé, autre « marque de fabrique » de la coopération française, s'inspire de la PAC européenne, non par un transfert à l'identique des différents mécanismes de cette politique, mais par la recherche de dispositifs de stabilisation portés par des structures publiques et dans lesquels sont impliquées les organisations de producteurs. Ces dispositifs s'appuient notamment sur des structures parapubliques préexistantes, les caisses de stabilisation⁶, et visent à structurer l'organisation des filières agricoles sur les fonctions d'approvisionnement, de production, de transformation et de commercialisation dans une approche intégrée. L'exemple le plus caractéristique est celui de la structuration de la filière coton, avec l'implication de la Compagnie française de développement des textiles (CFDT), mais la plupart des filières agricoles sont concernées.

1.2 L'érosion progressif du modèle français

L'érosion du modèle français est très progressive. La date pivot de 1994 permet de distinguer deux périodes : la coopération agricole française garde des caractéristiques structurelles fortes tout au long des années 1980 et jusqu'au début des années 1990. Ce n'est que dans la deuxième moitié des années 1990 et surtout dans les années 2000 que le modèle français s'hybride et s'aligne progressivement sur le régime international.

1.2.1 Les raisons du déclin

Les contours du modèle français de coopération, solidement marqués dans les années 1960 et 1970, perdent progressivement de leur netteté à partir de 1980. Les raisons multiples de cette évolution peuvent être regroupées schématiquement en 3 grandes catégories pour partie interdépendantes. Les premières sont externes ; elles sont liées à la montée en puissance d'un régime international de l'aide qui a exercé une contrainte de plus en plus forte sur le modèle français, au point de lui faire perdre certaines de ces caractéristiques initiales. D'autres raisons sont d'ordre interne à la France : le nombre et la faible coordination des instances françaises impliquées dans la coopération constituent une faiblesse structurelle ; par ailleurs, la relation politiquement très déséquilibrée avec les pays partenaires a inévitablement débouché sur un certain paternalisme et une attitude néocoloniale qui n'ont pas favorisé le développement des capacités locales et n'ont pas permis au modèle d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Enfin, une politique de coopération ne se construisant pas seulement du côté du donateur mais aussi comme une interface entre les pays aidants et les pays aidés, certaines raisons du délitement du modèle français sont à chercher du côté des États africains. Derrière une adhésion de façade, l'absence de volonté politique des élites nationales de relayer les options françaises, voire même parfois un clair refus dans certains cas, ainsi que l'existence éventuelle de logiques clientélistes et de prévarication, ont obéré les chances de succès des

⁵ Il s'agit en particulier du réseau recherche développement, animé par le GRET, du réseau stratégies alimentaires, animé par Solagral, et du réseau GAO (Groupements, Associations, Organisations paysannes), animé par la chaire de sociologie de l'INA PG, tous les trois créés entre 1983 et 1986. Ils donneront naissance après fusion à l'Inter-réseaux développement rural qui existe encore aujourd'hui.

⁶ Les caisses de stabilisation avaient été mises en place à l'époque coloniale afin de préserver l'ensemble des agriculteurs de l'outre-mer des trop grandes variations des cours mondiaux des produits d'exportation.

dispositifs mis en place par la coopération française, entraînant leur perte de crédibilité au niveau de la communauté internationale.

1.2.2 *Le temps de la résistance (avant 1994)*

Forte de son dispositif imposant, la coopération agricole française conserve, dans quelques pays, un rôle important et contribue activement aux débats internationaux sur le développement. La vigueur des groupes de réflexion français permet de proposer et d'expérimenter des actions alternatives aux réformes soutenues par les grandes institutions internationales. La France porte une parole forte et innovante sur des thèmes (la vulgarisation agricole, l'appui aux filières, la décentralisation, le foncier, la gestion de terroir et des ressources naturelles, la micro-finance) qui apporteront des éléments reconnus au niveau de la Commission européenne, de la Banque mondiale, des organisations régionales africaines. À titre d'exemple, à la fin des années 1980, la France conteste frontalement la pertinence des formes d'intervention de la Banque mondiale dans le domaine de la vulgarisation agricole (méthode *training and visit*⁷ et programmes associés PNVA).

Partant de l'idée qu'une certaine sécurité des approvisionnements, des prix, des écoulements de produits est une condition indispensable au développement agricole, la coopération française s'engage dans l'appui à des politiques sectorielles concernant tant les produits vivriers que les cultures d'exportations. La France promeut ainsi l'idée de protection régionale de certains produits stratégiques vis-à-vis du marché mondial (concurrence sur les céréales, le riz, la viande, etc.), à contre-courant de la pensée dominante véhiculée notamment par E. Berg sur les programmes d'ajustement sectoriel agricole au sein des Institutions Financières Internationales. La coopération française propose également des mécanismes de régulation des filières d'exportation ; l'esprit général des interventions consiste en une stabilisation flexible des prix au producteur garantissant un prix plancher minimum lié à la tendance du cours mondial et couvrant la rémunération des intrants et du travail investi. Les variations des marchés à la hausse sont prises en compte par le biais d'une ristourne fixée en fonction des prix réels obtenus à l'exportation.

La reconnaissance progressive de la faible efficacité des sociétés publiques africaines amène la coopération française à questionner la pertinence de sa stratégie de renforcement des administrations centrales et de soutien aux structures étatiques d'encadrement de la production et d'organisation des filières. Une note interne de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) de 1986 souligne que « le consensus tacite entre les États et les bailleurs de fonds pour mettre l'accent sur les structures au détriment des politiques agricoles a surtout contribué à renforcer leur pouvoir bureaucratique ». D'autres voix pointent la faible efficacité des sociétés publiques et parapubliques : le document d'orientation conjoint ministère de la Coopération-CCCE de 1990 souligne que « l'encadrement par les sociétés publiques s'est révélé souvent inefficace en termes de développement et d'un coût budgétaire élevé ». Certaines pratiques prédatrices des élites politiques dans le fonctionnement des sociétés de développement et dans les caisses de stabilisation sont également pointées du doigt. Prenant la mesure de ces phénomènes, la coopération française cherche à combiner le maintien d'un environnement économique stable, la réduction des coûts budgétaires et la limitation de l'emprise prédatrice des États par le renforcement des organisations

⁷ Cette méthode, également connue comme méthode Bénor, du nom de son concepteur, avait été expérimentée en Asie dans le cadre de la révolution verte, puis transférée par la Banque mondiale en Afrique subsaharienne.

de producteurs (OP) et la mise en place d'une cogestion État-OP, voire de formes de gestion interprofessionnelle dans lesquelles l'État ne joue qu'un rôle plus lointain de garant et de contrôleur.

La filière coton est un autre domaine emblématique de la coopération française. Le modèle d'intégration verticale développé par la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT) constitue une enclave de stabilité dans un environnement économique incertain. Il permet, dans les années 1980, un développement spectaculaire de la culture du coton en Afrique de l'ouest et du centre, avec de substantiels gains de rendement, nettement supérieurs à ceux observés en Afrique anglophone avec un système libéralisé (Tschirley *et al.*, 2010). Les retombées positives sont non seulement d'ordre macro-économique (le coton est une source importante de devises pour une bonne quinzaine de pays africains) mais portent également sur l'effet d'entraînement sur les céréales sèches en rotation à la suite du coton, ainsi que sur la promotion de la culture attelée, l'organisation des producteurs et la modernisation des conditions de vie (désenclavement, accès à l'eau, habitat).

1.2.3 Le temps de l'alignement (à partir de 1994)

Les années 1993-94 marquent une rupture avec la période précédente. Les signes d'un abandon de l'autonomie française en matière de coopération et d'un alignement sur le régime dominant au niveau international se font évidents (Coussy, 2005). À l'automne 1993, Edouard Balladur, premier ministre français d'un gouvernement de cohabitation, annonce que la France limitera son aide aux seuls pays ayant signé un programme d'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods. De façon cohérente avec cette annonce, la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 apporte la confirmation que la France n'a plus les moyens de défendre son modèle. La France est devenue au fil du temps un acteur parmi les autres dans son ancien empire colonial et n'a plus la capacité d'y jouer cavalier seul.

Les nouveaux paradigmes internationaux tels que les Objectifs du millénaire pour le développement et les biens publics mondiaux s'imposent progressivement et relèguent les approches sectorielles au second plan. La remise en cause des stratégies intégrées de développement provoque une segmentation des entrées thématiques et la constitution de « chapelles » où chacun tente de promouvoir ses idées contre les autres. Les tenants du développement agricole, retirés sur une ligne défensive, sont en concurrence directe avec les lobbies pro-urbains, pro-*gender*, pro-climats dans un paysage éclaté.

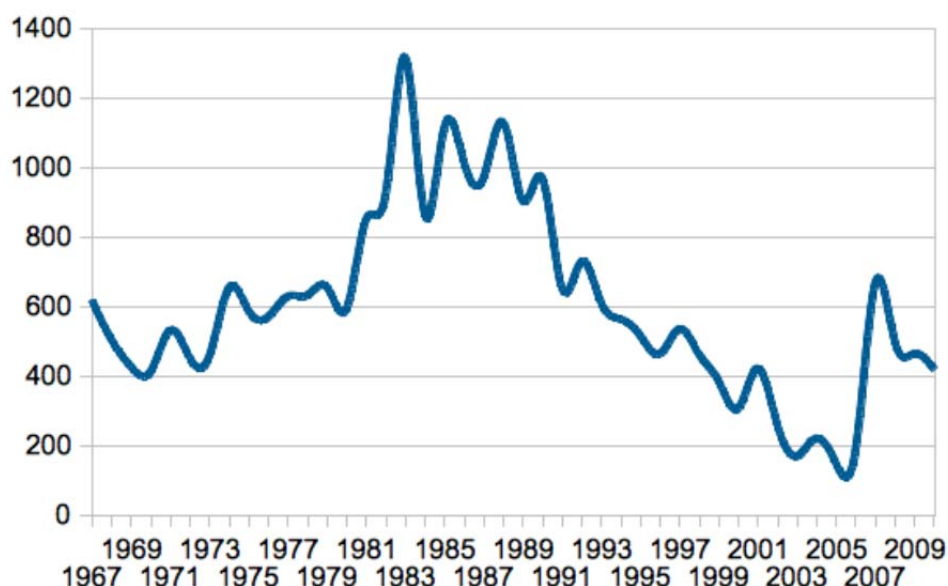
La coopération agricole française est frappée de plein fouet par ces évolutions. Les montants⁸ de l'APD agricole nationale chutent lourdement entre 1990 et 2005 (Figure 1). La tendance est particulièrement marquée à l'AFD pour laquelle la part du secteur rural passe de 20-30 % dans les années 1990 à 3-4 % dans les années 2000. La chute des cours agricoles mondiaux, en affectant la rentabilité des projets dans ce secteur, favorise le désengagement de la coopération française vis-à-vis du développement agricole⁹. Le double mouvement de diminution des subventions au profit des

⁸ Si la tendance générale de l'APDF à l'agriculture illustrant un déclin depuis le début des années 1980 est admise par l'ensemble des observateurs et analystes, en revanche des évaluations plus précises permettant le suivi de cette aide sur une base annuelle, par sous-secteur et opérateurs de l'aide française sont très difficiles à reconstituer aussi bien en consultant les données du Trésor que celles du CAD/OCDE.

⁹ La chute des cours agricoles a mécaniquement fait baisser le taux de rentabilité Interne (TRI) des investissements agricoles par rapport aux investissements urbains.

prêts d'une part, et d'allocation préférentielle des subventions aux secteurs sociaux d'autre part, conduit mécaniquement à financer de plus en plus les projets agricoles par des prêts, de surcroît de moins en moins concessionnels. Au-delà du souci d'efficacité, la logique de rentabilité financière propre à toute banque conduit l'AFD à privilégier les projets lui offrant les meilleures garanties.

Figure 1. APD agricole française 1967-2010 (en millions de dollars constants)



Source : OECD DAC.

L'évolution de la zone d'intervention géographique se fait au détriment des PMA pour lesquels les prêts ne permettent pas d'intervenir dans le secteur agricole. L'agence concentre ses interventions dans les pays à revenu intermédiaire sur les filières d'exportation, plus rentables que les filières vivrières, ainsi que sur les structures productives de grande taille, faute d'outils adaptés à un développement agricole qui s'agencerait autour de l'agriculture familiale, et ce malgré le travail d'influence de certains cadres de l'AFD qui se font l'avocat de cette forme d'agriculture à l'intérieur même de l'institution. Les thèmes les plus utilisateurs de subventions cèdent la place à d'autres plus propices à des recours aux prêts.

C'est ainsi que les actions d'appui institutionnel aux politiques agricoles, historiquement du ressort de l'ex Ministère de la Coopération, ont quasiment disparu depuis leur transfert à l'AFD, alors que l'appui aux infrastructures rurales telles que les périmètres irrigués, les aménagements de bas-fonds ou les pistes rurales s'est largement maintenu. L'appui aux structures régionales telles que l'UEMOA ou la CEDEAO est en baisse, car il nécessite des subventions, et que l'AFD ne peut pas faire de prêts à ces structures, à la différence des États.

La chute des moyens et la faible efficacité de nombreuses sociétés publiques africaines contribuent à la perte par la France du leadership sur le contenu des interventions, et par voie de conséquence, à l'abandon progressif des dispositifs que la coopération française avait soutenu. Les difficultés financières des structures publiques et parapubliques renforcent la tendance dominante de discrédit de l'État comme figure centrale des politiques publiques, et de suspicion à l'égard des dispositifs de régulation des filières.

La France se positionne sur une voie intermédiaire entre le « tout État » et le « tout marché » en appelant au pragmatisme plutôt qu'aux positions doctrinaires. Le document d'orientation conjoint Ministère de la Coopération – CCCE de 1990, déjà cité, est explicite à ce sujet et préfigure le contour des interventions françaises à venir :

S'il est nécessaire de changer le rapport de forces en faveur des agents économiques en élargissant leur espace de liberté et les moyens mis à leur disposition, il serait dangereux, tant pour la croissance que pour l'équité, de passer d'un extrême à l'autre en prônant l'effacement de l'État. Le seul débat possible est celui qui porte sur le degré et les modalités d'implication de l'État dans les fonctions qui, compte tenu du contexte local de chaque pays, ne peuvent être assurées dans l'immédiat par les agents privés.

Au final, la confrontation au régime international de l'aide provoque une hybridation du modèle historique français appliqué à la régulation des filières. Celui-ci évolue dans une forme intermédiaire relevant du pragmatisme organisationnel, au sein de laquelle les organisations professionnelles agricoles ont acquis une légitimité certaine. L'exemple des appuis actuels de l'AFD à la filière cotonnière du Burkina Faso¹⁰ est représentatif de ce pragmatisme. Les interventions de l'Agence dans cette filière sont notamment : i) le financement d'un projet de renforcement de la filière qui contribue à la structuration des organisations de producteurs ainsi qu'à l'augmentation de la productivité et des revenus et ii) l'abondement du fonds de lissage de la filière, sous forme d'un prêt très concessionnel contra-cyclique à l'État de 9,8 milliards de francs CFA (env. 15 millions d'euros), rétrocédé à l'interprofession cotonnière, auxquels s'ajoutent près de 2 milliards de francs CFA (env. 3 millions d'euros) de subvention.

2 Situation actuelle : quel pilotage quand les lignes directrices antérieures s'estompent et que l'agriculture redevient une priorité sur l'agenda international ?

L'abandon plus ou moins marqué des éléments historiques de doctrine rend la coopération agricole française plus difficile à lire. Elle est aujourd'hui incluse pour partie dans une grande thématique sur le développement rural (qui inclut les infrastructures et les services essentiels) et la sécurité alimentaire, et pour une autre dans celle des grands enjeux environnementaux que sont la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité ou encore la protection des ressources en eau. Dans ce contexte, se pose la question des critères guidant la programmation des actions de coopération. Le pragmatisme est certes fréquemment invoqué, mais il ne saurait constituer le seul axe programmatique.

Trois initiatives récentes semblent de nature à inspirer la politique française en matière de coopération dans le secteur agricole : la position française prise lors du G20 agricole, le plan d'orientation stratégique 2013-2016 de l'AFD et les orientations du CICID de juillet 2013 reprises dans le projet de Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

¹⁰ Cf. à titre d'illustration, la plaquette de présentation *L'AFD au Burkina Faso, agir en partenariat pour une croissance accélérée et un développement durable*, 6 pages, mai 2012.
http://www.afd.fr/webdav/site/afd/groups/Agence_Burkina_Faso/public/AFD_au_Burkina_Faso_FR_v04.pdf

2.1 La stratégie française lors du G20 : la sécurité alimentaire comme porte d'entrée de l'agriculture, notamment pour l'Afrique

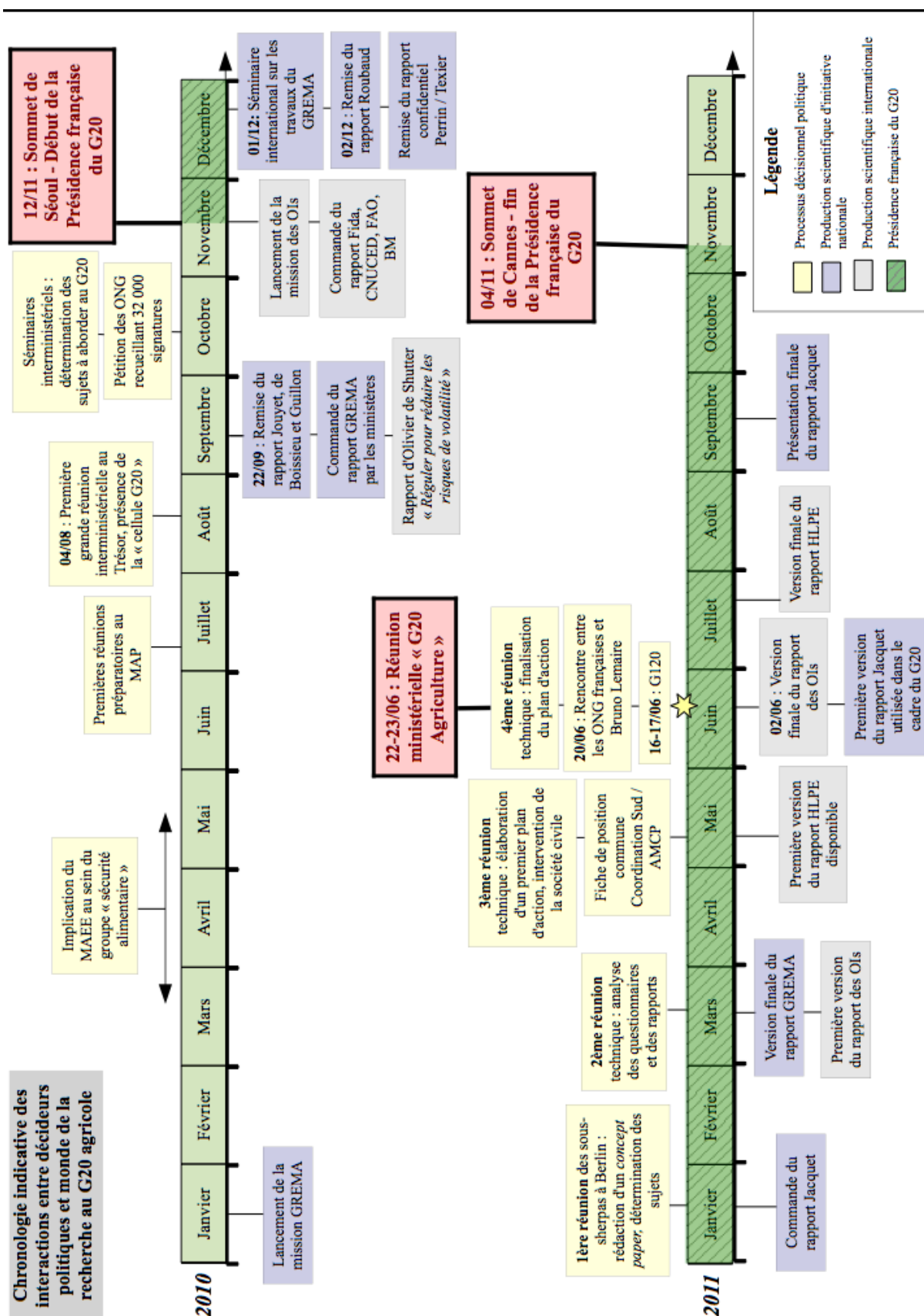
La crise alimentaire mondiale de 2007-2008 voit la France réaffirmer son ambition de peser dans les discussions sur l'aide agricole à travers une initiative d'envergure internationale qui façonne aujourd'hui sa coopération en matière agricole. En Juin 2008, au sommet de Rome, la France, par la voix de son Président, lance l'idée d'un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture, composé de trois piliers (Sarkozy, 2008) : 1/ le renforcement de la coopération internationale et l'ouverture du Comité de la sécurité alimentaire mondiale à la société civile et au secteur privé ; 2/ la création d'un groupe international de scientifiques sur la sécurité alimentaire chargé de faire le lien entre la recherche et le politique qui débouchera sur la création d'un groupe d'expert de haut niveau en octobre 2009 ; 3/ l'augmentation de l'aide publique au développement destinée à l'agriculture. Cette initiative marque pour certains le revirement de la France, la fin de sa vocation exportatrice qui a longtemps pénalisé les agricultures des pays en développement (Mazal, 2008).

En 2009, le sommet G8 d'Aquila met l'accent sur la nécessaire augmentation de la production comme axe central de la sécurité alimentaire, et s'engage à mobiliser pour ce faire US\$ 20 milliards au cours des trois années suivantes. Cet engagement ne sera qu'à moitié tenu. Face à la remontée des prix des matières premières agricoles ainsi qu'à l'accroissement de la volatilité des cours, des initiatives d'encadrement des marchés sont prises de part et d'autre de l'Atlantique, telle la loi Dodd-Frank, adoptée aux États-Unis en 2010.

La France profite, lorsqu'elle prend la présidence du G20 en 2011, de la montée en puissance de l'idée de régulation pour avancer ses propositions dans le prolongement du travail de coordination des politiques économiques et de régulation financière, entamé depuis 2008 sous les présidences précédentes.

La française position se construit au cours d'un processus ambitieux et pour le moins inhabituel comme le montre la chronologie ci-dessous (Figure 2) : ce dernier superpose à une coordination interministérielle pilotée par la présidence de la République, plusieurs contributions de chercheurs, experts et haut-fonctionnaires – sous forme de différents rapports – ainsi qu'une large consultation de la société civile. Les expertises présentées ont instruit les débats ; les ONG ont été écoutées. Si la position française est au final la résultante de rapports de force entre les différents ministères et la présidence, rappelant la complexité qui existe dans le pilotage de l'aide, elle reprend tout de même bon nombre de propositions émanant de la recherche et de la société civile.

Figure 2. Chronologie indicative du processus décisionnel français lors du G20 de 2011.



Source : A. Lheritiere et al. (2012).

En dépit de ce processus singulier, le résultat de la négociation internationale est jugé décevant par les ONG qui estiment ne pas avoir été écoutées. Deux raisons essentielles sont avancées. La première vient du fait que la France fait le choix de donner mandat à 10 organisations internationales – qui traditionnellement ne travaillent pas ensemble – de préparer un rapport sur la volatilité des prix. Ce rapport, et non la position française, servira de base aux discussions du G20. La seconde provient de la volonté française de voir la négociation aboutir, plutôt que de chercher à défendre sa position. De fait, certains points importants que la France avait avancés, tel le besoin de régulation des marchés non seulement agricoles mais aussi financiers, ou encore celui des « stocks régulateurs » – qui a provoqué une levée de bouclier de la part des pays d'Amérique Latine, n'ont pas été retenus dans la formulation finale. D'autres sujets n'ont pas pu être abordés (les questions commerciales ou les biocarburants). Par conséquent, le « Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture » comporte cinq objectifs, qui peuvent être interprétés comme les priorités internationales, mais pas nécessairement françaises :

- améliorer la production et la productivité en agriculture à court et à long terme pour répondre à une demande croissante de matières premières agricoles ;
- renforcer l'information et la transparence du marché pour donner des bases plus solides aux anticipations des gouvernements et des opérateurs économiques ;
- renforcer la coordination politique internationale pour améliorer la confiance dans les marchés internationaux et ainsi prévenir les crises des marchés alimentaires et y répondre de manière plus efficace ;
- améliorer et développer les outils de gestion du risque pour les gouvernements, les entreprises et les agriculteurs afin de renforcer leur capacité à gérer et à limiter les risques liés à la volatilité des prix agricoles, notamment dans les pays les plus pauvres ;
- améliorer le fonctionnement des marchés dérivés de matières premières.

Les dernières initiatives internationales se sont toutefois démarquées des propositions françaises de 2011. La *Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique*, lancée par Barack Obama lors du G8 de 2012, met en avant le rôle incontournable que doit jouer le secteur privé par le truchement de partenariats public-privé. La société civile, notamment française¹¹, critique le retour de l'aide liée et le soutien au secteur privé au détriment des populations vulnérables, de l'agriculture familiale et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La France s'est quelque peu démarquée de cette initiative, sans toutefois renier le rôle majeur que doit jouer le secteur privé (Canfin, 2013).

2.2 Le cadre d'intervention stratégique 2013-2016 de l'AFD et le retour de l'agriculture familiale dans la stratégie de sécurité alimentaire africaine

L'AFD, par la voix de son directeur général, réaffirme en 2011 ses priorités pour l'Afrique et l'agriculture : « L'Afrique subsaharienne est la priorité des priorités. Alors que sa population totale va doubler, la population urbaine va tripler. Parallèlement, l'Afrique devra gérer sa transition économique en faisant face à des tensions écologiques croissantes. Plusieurs défis en découlent en termes de croissance, de sécurité alimentaire et d'infrastructures. L'AFD concentrera ses prêts bonifiés sur les projets agricoles, les industries agro-alimentaires, le soutien au secteur privé et les infrastructures. Ses ressources en dons se concentreront sur les secteurs de la santé et de

¹¹ Voir par exemple les critiques sévères des ONG françaises (Action contre la faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Peuples solidaires, & Justice, 2013).

l'éducation. Ceci s'accompagnera d'un travail de renforcement des capacités, pour dépasser la faiblesse des maîtrises d'ouvrage » (Cour des comptes, 2012, p. 125).

Le nouveau cadre d'intervention stratégique (CIS) 2013-2016 de l'AFD consacré à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne présente les lignes directrices de l'aide agricole française. Le CIS annonce le doublement de l'aide de l'AFD au développement rural et à la sécurité alimentaire, d'un montant de 1 milliard d'euros entre 2009 et 2012 (AFD, 2013). Soit 400 millions d'euros par an (contre 200 en moyenne sur la période précédente). Nous sommes certes très loin des niveaux relatifs aux années 1990. Plusieurs questions nous occupent ici : quelle proportion de ces 2 milliards servira au développement du secteur agricole ? Guidée par quels objectifs ou priorités ? Selon quelles modalités ?

Le cadre d'intervention stratégique tente d'articuler les différentes dimensions qui pèsent ou vont peser sur les agricultures africaines et le reste de monde (démographie, climat, biodiversité, emploi, itinéraires techniques, etc.) : contribuer à « une croissance soutenue dans le temps, durable socialement et écologiquement, de filières agricoles alimentaires comme non alimentaires, reposant sur des exploitations agricoles familiales et des entreprises établissant des relations équilibrées dans le cadre de systèmes agraires diversifiés et résilients, en s'appuyant sur les meilleures pratiques disponibles en matière de certifications et d'agro-écologie » (AFD, 2013, p. 29)

Trois axes d'intervention sont mis en avant dans ce dernier cadre stratégique : 1/ l'évolution durable des exploitations agricoles et des filières agricoles et alimentaires ; 2/ l'amélioration des politiques publiques traitant de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'aménagement du territoire, en renforçant les capacités des acteurs publics et des associations professionnelles ; 3/ l'amélioration de la gouvernance des collectivités rurales, l'équipement et le désenclavement des territoires ruraux (AFD, 2013). L'entrée semble résolument productiviste : « l'Afrique doit accroître considérablement sa production et sa productivité agricoles selon des modalités durables » (AFD, 2013, p. 12).

Concernant les instruments utilisés, la répartition est prévue comme suit (AFD, 2013, pp. 25-26) :

- Augmentation de la part des prêts souverains de 24 % à 48 % pour financer les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) définis dans le cadre des PDDAA, soit 192 millions par an ;
- Réduction de la part des subventions de 27 % à 13 %, soit 52 millions par an ;
- Stabilisation des prêts non souverains à 23 %, soit 92 millions par an ;
- Augmentation des contrats de désendettement développement de 12 à 16 %, soit 64 millions par an.

L'importance des prêts par rapport aux dons peut se lire d'au moins deux manières : soit comme une réponse comptable à une double contrainte, financière d'une part suite à la faiblesse des finances publiques consécutive à la crise financière internationale, et pragmatique d'autre part avec la nécessité d'augmenter l'aide au développement pour satisfaire les engagements pris ; soit comme une nécessité liée à la réelle « bancabilité »/rentabilité du secteur agricole. Cette seconde dimension demande à être plus amplement développée notamment lorsque la cible privilégiée se révèle être l'agriculture familiale.

Les interventions du groupe AFD répondent donc à cet agenda de l'aide française : « améliorer durablement la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains d'Afrique subsaharienne par un soutien aux exploitations agricoles familiales, aux filières et aux politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles, en intégrant les enjeux de développement durable » (AFD, 2013, p. 29). Un des problèmes majeurs est qu'une fois un tel objectif identifié, et les moyens mis à disposition pour y parvenir, rien n'est dit sur les modalités. Il convient d'interroger le rôle même que l'on souhaite voir jouer par l'agriculture dans la société et l'économie. N'est-ce pas à ce niveau que le bât blesse ? L'objectif est rassembleur, mais il pêche sur un point crucial : l'hypothèse selon laquelle, en focalisant notamment l'attention sur les exploitations familiales, les structures productives d'aujourd'hui seront celles de demain. Or, la question de l'évolution structurelle des exploitations agricoles mérite d'être posée, au-delà des seules exploitations familiales, tant les enjeux en cours et ceux à venir sont majeurs : démographiques, de financement, de restructuration des marchés agro-alimentaires, de soutenabilité, etc.

2.3 Le CICID 2013 et le projet de loi d'orientation et de programmation

La décision n°6 du CICID du 31 juillet 2013 réaffirme que le soutien aux agriculteurs dans les pays du Sud est un levier essentiel de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. L'agriculture familiale y est explicitement mentionnée comme productrice de richesse et d'emplois et comme respectueuse des écosystèmes. Les initiatives énoncées pour sa promotion portent notamment sur l'adoption de politiques agricoles, le renforcement de l'intégration régionale, la structuration des marchés agricoles, l'appui aux organisations paysannes et la sécurisation du foncier.

Le projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale mis en circulation en octobre 2013 précise les dix priorités sectorielles tenant compte tout à la fois des besoins des pays partenaires et des objectifs de la politique française de développement. L'« agriculture et sécurité alimentaire et nutritionnelle » constitue la deuxième priorité sectorielle, juste après la santé et la protection sociale. Le projet de loi se contente toutefois de reprendre les initiatives énoncées dans la décision n°6 du CICID sans les développer. La formulation reste plutôt évasive : *les interventions contribueront (i) à l'amélioration de la gouvernance sectorielle de la sécurité alimentaire, (ii) au développement économique et social des territoires ruraux et à la conservation de leur capital naturel, (iii) à une croissance soutenue, riche en emplois, durable et inclusive des filières agricoles.*

3 L'agriculture dans le post-2015 et l'APDF

Les orientations récentes prises de l'APDF et les discussions internationales sur la sécurité alimentaire laissent entrevoir un certain nombre de controverses susceptibles de freiner, voire de paralyser, à la fois discussions et actions dans le cadre de l'agenda post-2015. Il est important de les identifier, de les caractériser afin d'envisager comment à terme y répondre, et dans l'intervalle les instruire.

3.1 Reconnaître les controverses et les dépasser

Si un certain degré de consensus semble se dessiner autour de la sécurité alimentaire comme élément de référence ou d'évaluation des efforts de la communauté internationale, il ne va pas sans

soulever de nombreuses controverses quant à la véritable pertinence de cet objectif, et quant à la manière d’y parvenir dès lors que la question agricole est abordée. Nous en identifions ici trois qui nous paraissent suffisamment fortes pour mériter de s’y arrêter au cours de cet atelier, sans pour autant prétendre à l’exhaustivité.

Sécurité alimentaire et développement économique et social

La première controverse émane de l’objectif même de sécurité alimentaire universelle dans lequel la question agricole est aujourd’hui posée. L’entrée « sécurité alimentaire » permet d’adopter une approche transversale, par opposition à une approche agricole sectorielle. Cependant des voix s’élèvent et questionnent cette approche, non pas pour contester l’importance de l’agriculture pour la sécurité alimentaire mais pour montrer le rôle trop restrictif qui lui est ainsi attribué. D’une part, penser l’agriculture comme clé de voute de la sécurité alimentaire est trop restrictif au regard des multiples dimensions de l’insécurité alimentaire. Il faut donc repenser les relations entre agriculture et alimentations (Bricas, Lamine, & Casabianca, 2013). D’autre part, l’agriculture tient une place centrale dans beaucoup d’économie africaine, et l’objectif de sécurité alimentaire tend à reléguer au second plan le rôle que doit jouer ce secteur dans la transformation structurelle des économies et sociétés africaines.

Le rapport remis au Ministre de l’économie par Hubert Védrine pour « une nouvelle dynamique économique entre la France et l’Afrique » plaide fermement pour cette dernière approche, en considérant l’agriculture comme l’un des secteurs clés de croissance africaine autour duquel des partenariats industriels doivent être forgés (Védrine, Zinsou, Thiam, Severino, & Karoui, 2013, pp. 107-111). Même si le défi est de taille : « L’agriculture est le point aveugle de la croissance de l’Afrique subsaharienne » (Védrine *et al.*, 2013, p. 108). Au total, l’agriculture est comme prise entre deux ambitions, tour à tour élément central d’une plus grande sécurité alimentaire, et levier du décollage économique du continent.

Pour éclairer ce tiraillement entre ambitions ou finalités assignables à l’agriculture, la France a engagé un travail de recherche¹² substantiel qui nous permet de mieux comprendre la nature et l’évolution récentes des structures agricoles dans divers pays en développement (Losch *et al.*, 2012). Un travail primordial pour comprendre ce qui s’est passé et porter un diagnostic précis sur la situation réelle des mondes ruraux – du secteur agricole en particulier – et de sa place dans les sociétés et les économies. Les auteurs s’interrogent sur « le meilleur modèle de développement agricole fournissant les meilleurs résultats en terme de revenu, de création d’emploi et de sortie de la pauvreté » (Losch *et al.*, 2012, p. 226). Indicateurs de résultats qui pourraient facilement être augmentés de quelques autres, tels la soutenabilité environnementale ou encore leurs effets d’entraînement sur les autres secteurs économiques. Il est impossible de penser le développement de l’agriculture isolément. En interrogeant la place du secteur agricole dans l’économie globale d’un pays, d’une région, en positionnant sa contribution historique au décollage économique, en incluant une perspective démographique soulignant la forte croissance à venir de la population active dans les économies africaines et en zones rurales en particulier, ce travail démo-économique propose un regard nouveau. Ses conclusions étayent pour partie les remarques précédentes sur l’agriculture familiale : la nécessité d’accroître les surfaces cultivées par exploitation agricole familiale est pointée comme la condition *sine qua non* d’une augmentation des revenus agricoles (Losch *et al.*, 2012,

¹² Il s’agit du programme Ruralstruc.

pp. 197-203) ; ensuite, le soutien aux agricultures familiales, la promotion des cultures alimentaires de base et le renforcement des liens rural-urbain s'imposent comme des impératifs de coopération (Losch *et al.*, 2012, pp. 226-234), à condition toutefois que ces impératifs s'insèrent dans une véritable « stratégie de développement » portée par une « vision partagée du futur » qui le plus souvent n'existe pas (Losch *et al.*, 2012, p. 221).

Les conséquences pratiques d'une aide à l'agriculture intégrée à l'approche sécurité alimentaire a conduit au doublement de l'aide française certes, mais ceci soulèvent de nombreuses questions. L'affichage d'un objectif transversal, la sécurité alimentaire, traduit au final une accumulation d'interventions potentielles dans un grand nombre de secteurs, parmi lesquels l'agriculture n'est qu'un volet. Les multiples dimensions de l'insécurité alimentaires n'entraînent-elle pas la multiplication des objectifs et donc des objets même d'intervention ? Existe-t-il un risque de dispersion des interventions françaises ? Au vue de l'importance de la coordination et de la complémentarité des bailleurs face aux multiples dimensions de l'insécurité alimentaire, la coordination internationale ne devient-elle pas déterminante pour traiter les différentes dimensions de l'insécurité alimentaire, et ainsi accroître l'efficacité de l'aide ? Qu'en est-il de l'articulation entre sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire ? Et plus largement, comment articuler aide à l'agriculture pour la sécurité alimentaire et aide à l'agriculture dans une perspective de développement économique et social si les deux finalités devaient être conservées ?

3.1.1 Agriculture familiale et secteur privé

Une seconde controverse existe autour de ce qui apparaît pour certains comme un grand écart inacceptable. D'un côté, l'agriculture familiale s'impose dans les discours comme la clé de voute de la sécurité alimentaire, du développement agricole et rural, voire même du décollage économique, requérant à ce titre un cadre ou espace particulier d'élaboration de politiques publiques. De l'autre, les initiatives internationales ou bilatérales tendent à privilégier le secteur privé¹³ comme point d'entrée. De fait, dans la pratique la situation s'avère assez confuse.

Le débat est particulièrement crispé notamment depuis le lancement de l'initiative Nouvelle Alliance par le Président américain en 2012. L'accent fort mis sur le rôle du secteur privé cristallise souvent l'opposition de la société civile¹⁴. En France, les réactions sont parfois sévères d'autant que la France prend une part active dans cette l'initiative et qu'elle en est même coordinatrice au Burkina Faso (Action contre la faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Peuples solidaires, & Réseau Foi et Justice, 2013). Comment articuler soutien au secteur privé et à l'agriculture familiale ? Observe-t-on des complémentarités ou des antagonismes entre le développement du secteur privé, celui de l'agriculture familiale et la croissance économique tirée par l'agriculture ? Que signifie dans ce contexte la financiarisation de l'agriculture ?

L'évolution de l'écosystème de l'aide fait du secteur privé un acteur incontournable à la fois pour son influence et sa capacité d'investissement. Ce retour du secteur privé comme clé de voute de la

¹³ Dont le contenu très large varie fortement d'un interlocuteur à l'autre. Voir notamment le Bulletin de synthèse de l'Inter-réseaux Développement rural, n°10, août 2013 : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/article/bulletin-de-synthese-no10>

¹⁴ Il semble qu'il y ait une attitude assez nuancée selon les ONG en France à l'égard des fondations liées aux grandes entreprises : certaines ONG acceptent de travailler avec certaines fondations alors que d'autres restent dans une attitude d'opposition, voire de non collaboration sur des programmes de type RSE.

relance agricole pourrait faire écho aux stratégies passées de soutien aux grandes entreprises privées, qui a pu constituer le cœur de la coopération française dans les années post-indépendances avec l'appui accordé aux grandes entreprises françaises contrôlant des pans entiers des filières d'exportations. Les petits exploitants ne faisaient pas l'objet d'une attention spécifique, ils faisaient partie du « système ». Est-on en train de raviver ce modèle, d'en imposer un autre dans une logique post ajustement structurel, ou au contraire de faire émerger un nouveau modèle, maximisant les synergies entre agriculture familiale et secteur privé ? La question est posée mais n'a pour le moment pas de réponse.

La plateforme "Small farmers, big business partnership" lancée en 2012 par différentes agences de coopération et à laquelle prend part l'AFD est issue de la convergence des agendas sécurité alimentaire et agriculture familiale. Son objectif : répondre plus efficacement au problème récurrent de la faim dans les pays en développement. La clé : un partenariat tripartite entre les pays en développement, les donateurs et le secteur privé centré sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, avec la soutenabilité de la production et les petits producteurs comme préceptes. Autrement appelé un « inclusive business model »¹⁵. Quelle cohérence avec les objectifs français ? Quelle influence peut-on prêter à cette initiative ? En quoi la mobilisation attendue du secteur privé contribue-t-elle à modifier les formes et sources de financement de l'agriculture ? Qu'advient-il alors de l'agriculture familiale ? Quelles leçons a-t-on tirées des expériences françaises dans la mobilisation du secteur privé pour améliorer la situation des exploitations familiales ? Comment se traduisent-elles aujourd'hui en pratique, notamment en réaction à la Nouvelle Alliance lancée par le G8 ?

3.1.2 Agro-écologie et intensification agricole

Pour de nombreuses ONG de solidarité internationale et d'environnement en France et dans le monde (CCFD, AVSF, mais aussi Greenpeace, par exemple), il apparaît nécessaire de lier les questions d'emploi et de revenu dans le secteur agricole avec les enjeux de durabilité environnementale ; elles proposent à cet effet un changement de trajectoire d'innovation et de transformation autour du concept d'agroécologie (concept à la fois technique – remettre de l'écologie dans l'agronomie – et politique – mettre au centre le concept d'autonomie de l'exploitation agricole et de l'agriculteur). La question de la durabilité est donc vue à travers une triple interrogation : quelle transformation technique de l'agriculture permettrait à la fois de meilleurs revenus (une meilleure viabilité économique) et une meilleure sécurité alimentaire pour les plus petits agriculteurs, une meilleure résilience aux changements climatiques, mais aussi une réduction des impacts environnementaux ? La France a développé, à travers les programmes conjoints du Cirad et de l'AFD, des expérimentations en matière d'agroécologie sur plusieurs terrains depuis environ 15 ans, dont elle est en train de tirer les enseignements. Les ONG françaises ont elles-mêmes développé une expérience de long terme en matière d'agroécologie. Il n'empêche, une première interrogation reste sans réponse : « les innovations qui portent sur les différentes options techniques préconisées afin d'assurer la sécurité alimentaire mondiale font l'objet de controverses entre tenants de la maîtrise technologique des processus de production et porteurs des approches agroécologiques » (Hubert, Goulet, Magnani, Tallon, & Huguenin, 2013).

Le concept de *climate-smart agriculture*, porté notamment par la Banque mondiale (World Bank, 2013) et des gouvernements comme celui des Pays-Bas, joue sur des ressorts analogues (des

¹⁵ <http://www.smallfarmersbigbusiness.org/content/origin-and-aim-partnership>

solutions techniques permettant de gagner tant sur les objectifs de sécurité alimentaire que d'adaptation au changement climatique et d'atténuation), mais il n'est pas porteur d'une vision ou d'un projet pour les structures des exploitations agricoles, alors que les argumentaires en faveur de l'agroécologie mentionnent souvent la possibilité d'employer davantage d'actifs agricoles et de rendre viable des structures plus petites à partir d'une telle trajectoire d'innovation et de transformation (UNEP, 2011).

Pour l'alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), en revanche, l'enjeu de la durabilité se limite essentiellement à adjoindre aux programmes de subventions à l'accès aux intrants chimiques un volet de conservation des sols, vus comme le principal risque de non viabilité des systèmes agricoles tropicaux pour des raisons environnementales. Même si le CAADP du Nepad ne recommande pas un tel positionnement, de nombreux gouvernements africains ont développé à travers leurs plans nationaux d'investissement agricole une vision de la durabilité assez proche de celle d'AGRA. Il en résulte une vision relativement différente de ce que doit être une exploitation agricole, familiale ou non, suivant l'approche adoptée. Compte tenu de ces divergences, comment mobiliser la durabilité pour d'articuler utilement les questions de viabilité économique des petites structures, les questions sociales en matière d'emploi agricole, et les questions de résilience et de réduction des impacts environnementaux ?

3.2 Alimenter la réflexion prospective dans le cadre du post-2015

Les controverses précédentes soulèvent d'importantes questions. Elles opposent visions et modèles dont il reste encore très difficile d'en évaluer la pertinence, en raison notamment d'un manque de données et de recul. Est-il possible de reconsidérer les questions posées sous d'autres perspectives qui permettent d'avancer ? C'est ce que nous suggérons par le présent exercice. L'agenda post-2015 reste très ouvert, l'introduction de nouvelles idées ou approches est tout à fait possible. C'est pourquoi nous proposons d'organiser nos discussions autour de trois thèmes articulés comme suit.

3.2.1 Quelles transformations structurelles de l'agriculture africaine ?

Il est peu vraisemblable que les agricultures familiales soient durables sur le long terme dans leurs formes actuelles : elles sont déjà souvent trop petites pour assurer un revenu de subsistance aux familles ; la forte croissance démographique renforcera le morcèlement des exploitations et la réduction de leurs surfaces ; le changement climatique imposera des mesures d'adaptation drastiques ; la dégradation des conditions environnementales (sol, eau, services écosystémiques) pèsera sur leur performance ; la faiblesse de l'emploi dans les secteurs autres qu'agricole n'arrangera rien ; les itinéraires techniques qui font l'objet de nombreuses recherches offriront constamment de nouvelles opportunités, même si leur adoption restera complexe. Ces variables, dont la liste dressée ici est loin d'être exhaustive, ont une caractéristique commune : s'il est possible de les identifier et d'en connaître la teneur (même si de probables *unknown unknowns* persistent), il est plus difficile d'en anticiper les évolutions au cours du temps. Une chose est certaine, en reprenant une analyse historique longue, il devient évident que les agricultures africaines ne peuvent suivre les profils d'évolution qu'ont connu les agricultures des pays développés ou émergents, d'Asie, d'Europe ou d'Amérique latine (Losch, *à paraître*) ; ce n'est ni faisable – les conditions de telles évolutions ne sont plus réunies – ni souhaitable face aux défis économiques, environnementaux et sociaux du continent. Les choix faits en matière de développement agricole que l'aide française – et internationale – décidera de soutenir « seront déterminants de la trajectoire

d'évolution des agricultures et de leurs fonctions dans les sociétés africaines » (AFD, 2013, p. 30). Il convient dès lors d'interroger ces potentielles trajectoires.

Lorsque l'on dresse la liste des opportunités et contraintes susceptibles de façonner les futurs de l'agriculture, on constate que celles-ci n'ont probablement jamais été aussi chargées d'incertitudes. Dans ces conditions, raisonner l'aide à l'agriculture sans questionner l'évolution structurelle des exploitations devient problématique : les solutions proposées aujourd'hui sont-elles propices à l'évolution nécessaire des exploitations agricoles ? Face au niveau élevé d'incertitude, l'important est moins de savoir comment et vers quoi les exploitations doivent évoluer que de s'assurer que l'aide apportée ne les enferment pas dans des structures verrouillées ou évoluant dans le mauvais sens et, dans les deux cas, probablement insoutenables sur le long terme.

Fort d'un tel diagnostic, il convient de s'interroger non pas sur ce qu'est ou doit être une exploitation agricole, familiale ou non, moderne ou durable, mais sur la transformation des économies agricoles, sur les issues possibles pour répondre positivement aux évolutions économiques, écologiques, démographiques, climatiques, ou encore sociales. Quelles visions pour les agricultures de demain ? Quelles visions prospectives pour les futurs des agricultures familiales compte tenu des limites précédemment mentionnées, et du manque de clarté quant à la notion même d'agriculture familiale ? Il existe par exemple un savoir historique unique sur l'agriculture familiale notamment au Cirad, mais avec des débats importants sur son rôle qui ne sont pas tranchés, et des impacts sur la décision publique qui restent à évaluer.

C'est seulement à partir d'une telle analyse que des stratégies de financement de cette transformation pourront être définies, et le rôle de l'aide identifié. Cette réflexion ne reste-t-elle pas pour partie à mener ? Ne doit-on pas travailler sur les scénarios possibles d'évolution des agricultures africaines – et mondiales – face aux incertitudes qui entourent les divers déterminants de leur évolution ? Alors seulement pourra-t-on s'interroger sur la mobilisation de ressources bi- ou multilatérales, publiques et/ou privées pour redonner à l'agriculture la place qu'elle mérite dans ce qui serait une vision partagée du futur du continent africain. L'élaboration de cette véritable vision de l'agriculture de demain est d'autant plus déterminante qu'elle doit « réhabiliter » la représentation d'un secteur déconsidéré par beaucoup de jeunes africains. En effet, ces derniers considèrent l'agriculture comme un secteur non-attractif, où les conditions de travail sont difficiles, et les rémunérations faibles et incertaines par rapport aux efforts produits. En conséquence, ils affirment clairement que l'avenir de l'agriculture ne passe pas par eux.

Dans ce contexte, l'approche territoriale proposée par l'AFD dans son cadre stratégique pourrait devenir un élément structurant des interventions en matière agricole notamment parce qu'elle permettrait de se démarquer d'une approche sectorielle pour aborder les évolutions en cours ou nécessaires aux travers de l'évolution intégrée des territoires. Or aujourd'hui, la stratégie AFD reste cantonnée aux facilitateurs (*enablers*) du développement en privilégiant la fourniture d'infrastructures répondant aux demandes de services économiques, sociaux et environnementaux. Si la Banque mondiale effleure cette notion au travers de son approche par les paysages, elle oublie l'importance de l'articulation rural-urbain, du rôle souvent négligé des villes secondaires, puisqu'elle ne traite que du monde rural. Or l'enjeu est bien plus grand. L'approche territoriale doit intégrer l'articulation rural-urbain, les nouvelles formes de mobilité, les arbitrages quant à l'utilisation des terres (*spatial planning and land-use planning*), etc. Aucune de ces dimensions ne peut être éludée.

Pourquoi dès lors ne pas pousser l'analyse plus loin, comme certains l'ont montré (Losch, Magrin, & Imbernon, 2013), pour réinterroger la place de l'agriculture dans le développement territorial ?

Les discussions sur le post-2015 vont vraisemblablement déboucher sur la définition d'objectifs et d'indicateurs. La perspective d'un objectif « faim zéro » défendu par le secrétaire général des Nations-Unies en est un exemple. N'est-il pas pertinent dans ces conditions d'intégrer objectifs et perspectives ? Comment mobiliser l'élaboration de scénarios prospectifs ou la prévision à rebours (*backcasting*) pour atteindre ces objectifs ? Comment les décliner aux différentes échelles de gouvernance ou de territoire, et les articuler, notamment dans le contexte africain ? Comment articuler les réponses actuelles aux défis alimentaire et agricole aux mesures qu'identifieront ces éventuelles démarches prospectives ? Quel rôle doit alors jouer l'aide, et plus particulièrement l'APDF, dans une telle démarche ?

3.2.2 Quelles politiques publiques pour quelles agricultures ?

La France a longtemps défendu des soutiens au secteur agricole (cf. 1^e partie ci-dessus), parfois à contrecourant de la pensée dominante ; ses positions n'ont pas toujours été suivies. Une question importante est de déterminer comment transformer ce soutien aux politiques publiques qui a pu être perçu comme une spécificité française, en une contribution adaptée aux défis du siècle à venir.

Car aujourd'hui les positions ont bien changé. Même la Banque mondiale reconnaît l'importance de développer des politiques publiques de soutien à l'agriculture, ainsi que la nécessité de répondre aux besoins de financement considérables en mobilisant des fonds, publics comme privés, pour que l'agriculture africaine réponde aux nombreux défis qui l'attendent (World Bank, 2013). Les premiers travaux relatifs au post-2015 montrent un certain retrait par rapport au laissez-faire des dernières décennies, pour rappeler l'importance de politiques publiques tournées vers d'autres formes d'agriculture. Dans son rapport, le panel de haut niveau sur le post-2015 reste certes prudent, et adopte une approche toujours libérale, éloignée des préoccupations françaises. Il reconnaît néanmoins que l'agriculture a été négligée pendant des années, que trop peu de politiques publiques sont en place pour améliorer les conditions de vie en milieu rural, que des politiques agricoles adaptées peuvent s'avérer efficaces (United Nations, 2013, pp. 40-41). À ce titre, le papier de position post-2015 préparé par la France est lui aussi très clair : « les politiques agricoles doivent permettre, en soutenant les agricultures familiales, d'assurer des revenus décents et ainsi le maintien et le développement de l'emploi en milieu rural, donc la lutte contre l'exode rural et la croissance exponentielle des villes et du chômage » (ministère des Affaires étrangères, 2013, p. 17).

La note de cadrage préparé pour la réunion de mai 2013 du groupe de travail sur les objectifs du développement durable – session dédiée à la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des sols et les sécheresses – souligne l'importance de se tourner vers des formes plus durables d'agriculture, et rappelle que ceci n'est possible qu'au travers des politiques publiques globales, exhaustives (Technical Support Team, 2013). En revanche, la conclusion du co-président de cette réunion s'avère bien moins explicite sur ce point.

L'ampleur et la diversité des défis auxquelles font face les agricultures africaines suggèrent qu'il sera très difficile d'y répondre sans la mise en place d'incitations fortes et de soutiens à leur transformation. Il convient d'aboutir à une (re)structuration progressive des exploitations et de leurs itinéraires techniques, des organisations paysannes, des industries aval et amont, des infrastructures,

des institutions aux différentes échelles de gouvernances, de la société civile, etc., qui répondent à l'ensemble des enjeux précédemment mentionnés. En d'autres termes, ceci requiert l'adhésion de l'ensemble des acteurs des différentes filières comme l'a montré l'INRA pour la ferme France (INRA, 2013). Si les conditions sont très différentes de celles des pays en développement, la réalité du diagnostic reste valide. Toutes les agricultures vont devoir évoluer, se restructurer ; la cohérence des politiques ne devient-elle pas dès lors un instrument déterminant d'un jeu gagnant-gagnant entre pays développés et en développement ?

En ajoutant à cela, comme nous l'avons vu ci-dessus, que la transformation structurelle des agricultures ne sera possible qu'à condition de s'insérer dans un objectif plus global de développement, compte tenu des nombreux enjeux liés à l'utilisation des terres, au marché du travail, etc., il devient très clair que les interventions publiques à développer n'auront que peu de points communs avec celles qui ont soutenu l'essor du secteur agricole dans les pays développés ou celles prônées pour la révolution verte. Il convient de sortir des approches sectorielles passées.

Reste que, en raison de l'accent croissant mis – à juste titre – sur l'appropriation et la redevabilité, convaincre les partenaires de l'urgence de l'action est une condition *sine qua non* du retour des politiques publiques agricoles. Or, certains gouvernements n'accordent pas forcément l'attention nécessaire au développement de leur secteur agricole, malgré les engagements pris par notamment lors de l'Assemblée de l'Union africaine de Maputo (2003) et la définition des programmes détaillés de développement agricoles signés dans le cadre du NEPAD, par ailleurs fortement critiqués (Wambo, 2009). Ou d'autres gouvernements adoptent des approches, analyses et mesures que ne partagent pas nécessairement les donateurs. Que serait donc le cadre le plus pertinent d'intervention ?

Réintroduire les politiques publiques après des années de mises à l'écart et dans un contexte extrêmement différent de l'âge d'or du soutien à l'agriculture soulève, dans le cadre de l'APDF mais pas seulement, de nombreuses questions pour définir des politiques susceptibles d'accompagner les changements. Existe-t-il une conception « à la française » des politiques agricoles ? Quelle est son audience, sa réception, tant parmi les bailleurs multilatéraux que les pays récipiendaires ? Comment soutenir la définition de politiques agricoles ? L'échelle régionale privilégiée par la France est-elle la plus appropriée ?

Enfin, peu s'aventurent à identifier exactement ce que chacun entend par politique publique ou politique agricole, ou d'en définir les contours opérationnels : quels objectifs, quels instruments, quels moyens, quels cadres institutionnels ? Quelles clefs d'allocation des différents instruments pour répondre aux besoins et attentes des différentes cibles ? Les instruments et moyens déterminent-ils les actions possibles et les différentes cibles (souverains, sous souverains, secteur privé, exploitations familiales, etc.) compte tenu de la priorité géographique africaine ? Certes, il n'existe pas de recette unique ou universelle ; certes les pays partenaires doivent avoir le dernier mot. Comment dès lors aborder concrètement les inflexions de politique nécessaires à la réussite de ces transitions ? Quelles politiques incitatives ou de soutien à la transition est-il envisageable de porter ?

3.2.3 Quelles contributions de la France dans le système international ?

Compte tenu de cette caractéristique inhérente à l'histoire de la coopération française, celle-ci ambitionne d'influencer l'agenda international et se trouve dans le même temps amenée à s'intégrer dans plusieurs initiatives européennes ou multilatérales. Comment se construit cette articulation entre les niveaux national et international ? Les expériences récentes décrites dans la seconde partie de cette note, notamment celle relative à la proposition française lors du sommet de Rome (2008) et celles faites lors du G20 de Cannes (2011), illustrent le difficile processus conduisant à l'adoption d'un compromis ou consensus international, tout comme les résistances d'une gouvernance internationale établie.

Comment dans ces conditions engager des initiatives qui permettent de répondre aux interrogations précédentes sur le besoin de perspectives et la mise en œuvre de politiques publiques ? Par exemple, il semble qu'au sein de la Global donor platform for rural development, il y ait un certain consensus quant aux enjeux et aux approches. L'enjeu principal est celui de l'emploi en zone rurale amplement renseigné par le programme RuralStruc. Cette analyse, portée par la coopération française, a trouvé un large écho auprès de l'ensemble de la communauté internationale et du NEPAD. L'approche de la territorialisation des politiques publiques (dont celles de coopération) semble faire consensus. Elle se traduirait par une prise en compte des pouvoirs locaux, une approche déssectorialisée, la construction de politiques *bottom-up* prenant en compte ce que plusieurs appellent des « coalitions sociales », l'intégration de ces nouvelles ruralités (croissance des villes secondaires, relations accrues et sous de nouvelles formes entre les villes et les campagnes...).

C'est dans ce contexte en pleine évolution, au référentiel encore non abouti, que se prépare l'agenda post-2015. Une première série de questions relève de l'agenda international. Quelles sont les marges de manœuvre disponibles pour sortir des impasses identifiées et les mettre en débats ? Peut-on réellement envisager une discussion internationale sur l'importance des approches prospectives, sur la nécessité de développer des politiques publiques soutenant la transformation des agricultures africaines ? Comment impulser de telles discussions ? Comment enclencher de nouvelles initiatives ? Quel rôle la France pourrait-elle alors jouer, avec quels partenaires ? Quelle est l'influence des pays émergents ?

Une seconde série de questions concerne la mise en œuvre de ces priorités. Si l'approche passant par des politiques d'aménagement du territoire mentionnées ci-dessus soulève la complexité des situations marquées par la prise en compte d'un nombre accru de variables, d'acteurs et de relations, comment traduire cette complexité en action ? Comment les agences d'aide peuvent-elles répondre à cette nouvelle approche sachant qu'elles sont souvent structurées sur une base sectorielle ? Est-ce « seulement » un problème de coordination ? Comment ancrer l'APDF dans ce qui pourrait être une nouvelle logique d'intervention, une conception plus intégrée des projets et programmes ?

3.3 Un enjeu transversal : la production et la diffusion de connaissances

Comme nous l'avons vu tout au long de cette note, parce que les incertitudes économiques, sociales et environnementales n'ont jamais été aussi grandes, les modèles classiques de développement comme leur soutenabilité sont fortement questionnés. Dans cette perspective, le rôle de la recherche, qu'elle émane d'organismes publics ou privés, de cabinets d'expertise, ou de la société civile, au niveau national comme international, prend une dimension nouvelle que l'on ne peut

ignorer et qu'il convient de mobiliser. Ceci implique de s'interroger dans le cas français sur les relations entre cette recherche, très diverse, et les décideurs au sein de l'administration.

La France dispose d'institutions de recherche agricole pour le développement, solides et reconnues, et fait le choix de les soutenir face aux centres de recherche internationaux. Ces institutions ont joué des rôles variables au cours du temps quant à leur influence sur les positions défendues par la France, sur les actions de coopération à développer, sur les priorités stratégiques et d'action de l'APDF. Quelle spécificité française en matière de recherche agricole pour le développement ? Comment la valoriser au mieux ? Comment influence-t-elle les interventions françaises et les débats internationaux ? Quelle articulation entre la recherche agricole française et le système international de recherche agricole (CGIAR) ? Comment contribue-t-elle à la réflexion sur l'articulation entre développement agricole et développement global, et de fait au déplacement des enjeux stratégiques, des objectifs et moyens d'intervention de la coopération française ?

La complexité de l'agenda post-2015 demande sans doute que soit remise en débat l'articulation entre recherche et décision publique. Comment renforcer la circulation de connaissance entre administration, ONG, *think tanks* et recherche sur les questions agricoles ? Comment se fait le lien entre recherche et décision politique ? Comment la décision politique formule-t-elle ses demandes envers la recherche ? L'approche technique de la recherche, par le transfert de connaissance et de l'innovation, a souvent été privilégiée. Comment cette démarche se traduit-elle aujourd'hui face aux questions de durabilité/soutenabilité des pratiques agricoles ?

Bibliographie

- Action contre la faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Peuples solidaires, & Réseau Foi et Justice. (2013). Le G8 et sa Nouvelle Alliance: une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique ?
- AFD. 2013. Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne *Cadre d'intervention stratégique 2013-2016*. Paris: Agence française de développement.
- AFD. 2010. *Cadre d'Intervention Sectoriel : Développement Rural 2010-2012*. Paris: Agence Française de Développement. 51 pages.
- Alheritiere, A., Lebourgeois, M., Moncond'huy, L., & Neder, K. (2012). Le G20 agricole -Paris, les 22 et 23 juin 2011 : Enjeux et bilan du processus décisionnel. In *Projet collectif Sciences Po & Centre de coopération Internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) sous la direction de J.J. Gabas*.
- Allard, P. (2011). La France peut-elle vraiment orienter le G20 ? . *Alternatives Internationales*, 50(3), 44.
- Bayart JF. 1990. France-Afrique : la fin du pacte colonial. *Politique Africaine*: 47-53
- Bricas, N., Lamine, C., & Casabianca, F. (2013). Agricultures et alimentations : des relations à repenser ? *Nat. Sci. Soc.*, 21(1), 66-70. doi: <http://dx.doi.org/10.1051/nss/2013084>
- Campbell B, Gabas J-J, Pesche D. 2012. *Transformation des politiques de coopération : entre régime d'aide et logiques nationales. Note conceptuelle (version provisoire)*. Montréal: UQAM, GEMDEV, CIRAD. 16 pp.
- Canfin, P. (2013, Mai). Une volonté d'innover., *Faim et Développement Magazine*.
- CCCE. 1986. Dorénavant, en matière de développement rural, plutôt que des structures d'État, c'est en environnement socio-économique motivant qu'il faut promouvoir. Note interne non signée de la Caisse Centrale de Coopération Economique.
- Cour des comptes. (2012). La politique française d'aide au développement. *Rapport publique thématique*. Paris: Cour des Comptes.
- Coussy, J. (2005). La participation française aux aides multilatérales. In J.-J. Gabas (Ed.), *L'aide publique française au développement* (pp. 55-78). Paris: la documentation Française.
- Dezalay Y, Garth B. 1998. Le "Washington consensus" : contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*: 3-22
- Dordain D., Mogenet L. 2012. Le paradigme de l'aide projet fait de la résistance. De la dépendance à la réappropriation. *Afrique contemporaine* 2012/1, n°241, pp.11-27.
- G8. (2009). "L'Aquila" Joint Statement on Global Food Security - L'Aquila Food Security Initiative (AFSI).
- Gabas J-J, Vernières M. 2011. Les transformations dans le système de l'aide internationale. *Techniques Financières et Développement*: 5-12
- Gentil D. 2013. Au cœur de la coopération internationale. Trajectoire d'un praticien. Editions Karthala, 197 pages.
- Hubert, B., Goulet, F., Magnani, S., Tallon, H., & Huguenin, J. (2013). Agriculture, modèles productifs et options technologiques : orientations et débats. *Nat. Sci. Soc.*, 21(1), 71-76. doi: <http://dx.doi.org/10.1051/nss/2013085>
- INRA. (2013). Synthèse 2: Demain la ferme France : Vers des agricultures à hautes performances. Paris: INRA pour le Commissariat Générale à la Stratégie et à la Prospective.

- Jacquemot P. 2011. Cinquante ans de coopération française en Afrique subsaharienne. Une mise en perspective. *Afrique contemporaine* 2011/2, n°238, pp.45-57 et 2011/3, n°239 pp.25-34.
- Jean-François Bélières, Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Bruno Losch, Jacques Marzin, & Sourisseau, J.-M. (2013). Les agricultures familiales du monde Définitions, contributions et politiques publiques. In Cirad & AFD (Eds.). Montpellier.
- Jobert B, ed. 1994. *Le tournant néo-libéral en Europe*. Paris: L'Harmattan (Logiques Politiques). 328 pages.
- Kaul I., Grunberg I., Stern M. 1999. Global Public Goods. International Cooperation in the 21th Century, Oxford University Press.
- Losch, B. (A Paraître,). Les agricultures familiales : au cœur de l'histoire des agricultures du monde. In J.-M. Sourisseau (Ed.), *Agricultures familiales et mondes à venir*. Paris: Quae et AFD.
- Losch, B., Fréguin-Gresh, S., & White, E. T. (2012). *Structural Transformation and Rural Change Revisited*: The World Bank.
- Losch, B., Magrin, G., & Imbernon, J. (2013). Une nouvelle ruralité émergente - Regards croisés sur les transformations rurales africaines. Montpellier: Cirad, NEPAD.
- Marchesin P. 1998. La politique africaine de la France en transition. *Politique Africaine*: 91-106
- Mazal, A. (2008). FAO: Le "revirement" de la France, *Le Journal Du Dimanche*. Retrieved from <http://www.lejdd.fr/Economie/Actualite/FAO-Le-revirement-de-la-France-92141>
- Meimon J. 2007. *L'invention de l'aide française au développement. Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique*. Paris: Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Sciences Po. 44 pages.
- Meimon J. 2010. Culte du terrain à la rue Monsieur. Les fonctionnaires de la France d'outre-mer et de la coopération. *Afrique contemporaine*, 2010/4 n°236, pp.53-65.
- Ministère de la Coopération et du Développement CCCE. 1990. Politique agricole et développement rural en Afrique subsaharienne. Tiré à part du rapport d'activité 1989-1990. 15 pages.
- Ministère des Affaires Etrangères. (2013). *Agenda du développement post-2015 : Papier de position français élaboré en concertation avec la société civile*. Paris: Retrieved from http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/_Position_fr_agenda_post-2015_VF_cle0cb11f.pdf.
- Ministère des Affaires Etrangères. 2000 ? *Le développement des agricultures d'Afrique subsaharienne. Repères pour les actions de la coopération française*. Paris. 32 pp.
- Naudet D. 2011. Les réformes de l'aide au développement en perspective de la nouvelle gestion publique. *Techniques Financières et Développement*: pp.13-33
- Nubukpo K. 2011. L'improvisation économique en Afrique de l'ouest. Du coton au franc CFA. Collections "les Afriques", Karthala. 137 pages.
- Sadoulet D. 2007. La coopération au développement en France. Réforme et modernisation de l'État. L'Harmattan. 220 pages.
- Sarkozy, N. (2008). *Intervention de M. Le Président de la République*. Paper presented at the Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale - FAO, Rome. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/statements/fra_Sarkozy.PDF
- Sarraut-Woods J. 1998. La politique française de coopération en matière de développement rural : des certitudes à la dérive. In *Rapport annuel*. Paris: Observatoire Permanent de la Coopération Française
- Sassen S. 2009. *Critique de l'État. Territoires, Autorité, Droits de l'époque médiévale à nos jours*. Paris: Démopolis, Le Monde diplomatique. 474 p.
- Technical Support Team. (2013). TST Issues Brief: Sustainable Agriculture. *Prepared for the Third session of the Open Working Group on Sustainable Development Goals*. New York: United Nations.

- Tourte R. 1983. Le Gerdar et la Recherche-Développement ou les voies et pratiques qui ont conduit le Gerdar à la Recherche-Développement. Les cahiers de la Recherche-Développement n°1, 1983, pp. 17-21.
- Tschirley D., Poulton C., Gergely N., Labaste P., Baffes J., Boughton D., Estur G. 2010. Institutional diversity and performance in African cotton sectors. *Development Policy Review*, 2010, 28(3): 295-323.
- UNEP. (2011). *Towards a green economy - Pathways to sustainable development and poverty eradication*. Nairobi: United Nations Environment Program.
- United Nations. (2013). A new global partnership: Eradicate poverty and transform economies through sustainable development. *The Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda*. New York.
- Védrine, H., Zinsou, L., Thiam, T., Severino, J.-M., & Karoui, H. E. (2013). Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France. *Rapport pour le Ministre de l'Économie et des Finances*. Paris.
- Véron J-B. 2005. *Rapport sur l'aide au développement 2005 - 2006*, AFD, Paris
- Wambo, A. (2009). *La gouvernance des politiques publiques en Afrique subsaharienne en période post-ajustement structurel: Une critique de la valeur ajoutée du NEPAD face au défi agricole.*, Université Paris-Sud 11, Faculté Jean Monnet, Paris.
- Winter G. 2010. A la recherche du développement. Un fonctionnaire au service d'une passion. Kathala, 288 pages.
- World Bank. (2013). Policy Brief: Opportunities and Challenges for Climate-Smart Agriculture in Africa.: Washington.